

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION  
DEPARTEMENTALE DE  
LA PROTECTION DES  
POPULATIONS

ARRETE

portant **autorisation** d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

Service  
Prévention des risques  
environnementaux  
N°IC 2003/7212  
LA

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (Livre V) ;
- VU le Code du Travail et notamment le livre II
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005 et 1<sup>er</sup> août 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111-1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté du 30 août 2007 relatif au programme d'action sur le bassin versant de l'Ic
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 21 juin 2010, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 15 février 2002, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « **S.A.R.L. STATION AVICOLE VILLE AU DORE** », autorisant l'exploitation en PORDIC au lieu-dit « La Ville au Doré » d'un élevage avicole de 240000 animaux équivalents (soit 240000 poulettes démarrées) ;

- VU l'arrêté préfectoral du 15 février 2002, au titre de l'installation classée « S.C.E.A. STIMULFLORE » sise à PORDIC au lieu-dit « La Ville au Doré » relatif à l'exploitation, à cette même adresse de la fabrique d'engrais et de supports de culture qui réalisait le compostage des fumiers provenant de la SARL STATION AVICOLE DE LA VILLE AU DORE,
- VU la confirmation par la Cour d'Appel de Nantes le 10 juin 2008, du jugement rendu par le Tribunal administratif de RENNES, le 8 juin 2007, annulant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 février 2002 autorisant la **S.A.R.L. STATION AVICOLE VILLE AU DORE**, à exploiter un élevage de 240000 animaux équivalents sur le site de « La Ville au Doré » en PORDIC, au motif que les installations d'élevage de la SARL STATION AVICOLE DE LA VILLE AU DORE fonctionnaient en symbiose avec celles de la SARL STIMULFLORE, qui avait pour objet le traitement de ses effluents,
- VU la demande présentée le 1er juillet 2009, modifiée les 12 avril 2010 et 9 mai 2011 par l'installation classée « **S.A.R.L. STATION AVICOLE VILLE AU DORE (& SARL STIMULFLORE)** », sise « la VILLE AU DORE )La Ville au Doré » en PORDIC, en vue de la régularisation d'un élevage avicole de 240000 poulettes démarrées avec mise à jour de la gestion des déjections et demande de dérogation de distance par rapport aux tiers., en PORDIC au lieu-dit « La Ville au Doré « » (Sections ZB N°14 a et b - 29 et 120 a);
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ,
- VU les délibérations des conseils municipaux de BINIC, ETABLES SUR MER, LANTIC, PLOURHAN, PORDIC, TREGOMEUR et TREMELOIR; GOMENE et GOUDELIN
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 8 juillet 2011 ;
- VU la convocation adressée à l'éleveur par courrier recommandée du 12 juillet 2011 avec accusé réception du 13 juillet 2011; lui communiquant le rapport susvisé ci-dessus,
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 22 juillet 2011 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'implantation de l'élevage se situe à moins de 100 mètres des tiers les plus proches, qui ont donné leur accord ;

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant de l'IC;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de PLERIN, dont le seuil d'obligation de traitement est de 15000 UN et le plafond d'épandage 90 ha ;

CONSIDERANT que l'exploitation produit 49534 UN et 41267 UP205,

CONSIDERANT que l'ensemble des déjections produites dans le cadre du projet seront transformées en engrais organique et support de cultures conforme à la norme NFU 42001,

CONSIDERANT que le compost produit sera transféré via la Sté LEMEE d'AUCALEUC dans des cantons où la charge en azote organique est inférieure à 140 UN/ha,

CONSIDERANT le contrat de reprise du 14 juin 2010 avec la Sté LEMEE d'AUCALEUC - effectif concerné : 240000 poulettes démarrées soit 49534 unités d'azote,

CONSIDERANT que les avis défavorables émis sur le projet dans le cadre de l'enquête publique ont pu être levés, notamment par la modification du mode de gestion des effluents,

CONSIDERANT qu'il n'y a aucune construction envisagée dans le cadre du projet,

CONSIDERANT que conformément à la décision du Tribunal administratif confirmé par la Cour Administrative d'Appel, l'arrêté d'autorisation pris pour l'élevage définira comme annexe de l'installation d'élevage, l'installation de compostage au motif que les deux installations sont indissociables,

CONSIDERANT que depuis le dépôt de son dossier initial, l'éleveur a fait évoluer son projet pour exporter l'intégralité des effluents produits,

CONSIDERANT que l'éleveur s'est présenté devant le Conseil départemental des Risques sanitaires et Technologiques; et s'est engagé à respecter les clauses de l'arrêté préfectoral,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1<sup>ER</sup> -

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « **S.A.R.L. STATION AVICOLE VILLE AU DORE** », sise à PORDIC au lieu-dit « La Ville au Doré » (sections ZB N°14 a et b - 29 et 120 a) à exploiter à cette adresse (Section ZB, parcelles n°14 a et b - 29 et 120 a), à moins de 100 mètres des tiers les plus proches, conformément aux plans et mémoire annexés à la demande un élevage avicole dont la capacité maximale est de 240 000 animaux équivalents répartis en : 240 000 poulettes démarrées, en présence simultanée,

*\* sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 49534 unités par an.*

**Il est également donné acte à la SARL STIMULFLORE** de sa déclaration par laquelle elle fait connaître qu'elle va exploiter également, en annexe de l'élevage, à cette adresse une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 1 150 tonnes par an.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n°2111-1 de la nomenclature le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'arrêté ministériel du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement et de celles définies ci-après.

**ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES BATIMENTS D'ELEVAGE (POULAILLERS ET ANNEXES)**

2.1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application des dispositions du Code de l'Environnement susvisé ;

*2.1. Aménagement et exploitation des bâtiments :*

2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 7 929 m<sup>2</sup>.

2.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.6. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation ;

- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

## 2.2. - Sécurité :

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation des poulaillers et annexes devront être au minimum d'euroclasse feu de type C.

Les locaux techniques devront être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m<sup>3</sup> conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

## ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES CONCERNANT LA FABRIQUE D'ENGRAIS ET SUPPORTS DE CULTURES.

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en oeuvre d'un procédé de traitement biologique aérobie des matières organiques (compostage) sur une plate-forme de compostage en annexe de son installation.

### 3.1 - *Installation de compostage.*

3.1.1. - Au sens du présent arrêté, une installation de compostage est une installation qui, à partir d'un procédé biologique aérobie contrôlé, permet la stabilisation par dégradation et réorganisation de la matière organique avec obtention d'un compost destiné à être mis sur le marché ou utilisé comme matière fertilisante ou support de culture ou comme matière première pour la fabrication de matière fertilisante ou support de culture.

3.1.2. - Le produit obtenu répondra aux critères imposés par la norme NFU-42 001.

3.1.3. - Pour la mise en oeuvre du procédé de fabrication, l'exploitant disposera d'une plate forme étanche suffisamment dimensionnée et permettant une capacité de production et de stockage d'au moins six mois.

Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

3.1.4. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

3.1.5. - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

3.1.6. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées .

3.1.7. - La durée d'entreposage sur le site des composts produits sera inférieure à un an.

3.1.8. - La fabrique d'engrais et de supports de cultures devra être fonctionnelle à la date du présent arrêté.

### 3.2. - *Exploitation - entretien.*

#### 3.2.1. Surveillance de l'exploitation.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

#### 3.2.2. Ventilation des locaux.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

#### 3.2.3. Contrôle et suivi du compostage.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3.2.3.1. Le process doit respecter un minimum de deux retournements ou une aération forcée et l'exploitant doit s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50 °C pendant 6 semaines.

L'exploitant doit disposer d'une sonde de température et effectuer au moins les relevés suivants : (J correspondant au jour de chaque retournement.)



- 1ère mesure à J + 2 jours
- 2ième mesure à J + 5 jours
- 3ième mesure à J + 12 jours

Ces opérations sont renouvelées à chaque retournement.

3.2.3.2. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi du compostage sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage avec au minimum :

- a) - la quantité de matières premières entrantes en compostage par catégorie,
- b) - l'origine des matières premières (nature et origine des déjections - origine des déchets verts, le cas échéant),
- c) - les dates d'entrée en compostage (correspondant au 1er retournement),
- d) - les quantités d'eau apportée et les dates d'apport,
- e) - les mesures de température (date des mesures et relevés de température),
- f) - les dates des retournements ultérieurs si les retournements sont nécessaires,
- g) - la date de l'entrée en maturation,
- h) - le bilan matière dans la mesure où le procédé démontrant un abattement d'azote sur le fertilisant à épandre.

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

3.2.3.3. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3.2.3.4. Les documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.2.3.5. Toute modification du process doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

3.2.3.6. Pour les composts qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

### 3.2.4 - Utilisation du compost.

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les composts doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants:

- Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH<sub>4</sub>, P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>, K<sub>2</sub>O.

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivant : E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, oeufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 3-3.

### 3.3. *Gestion des flux - Traçabilité*

Une convention est établie avec une société prestataire de service qui assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 2780 pour 1150 tonnes de compost par an soit 49 535 unités d'azote.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- a) - les dates de départs,
- b) - les références de lot,
- c) - la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- d) - les quantités livrées en tonnes et en m3,
- e) - le nom du transporteur,
- f) - les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m3, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

## ARTICLE 4 – MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES (M.T.D)

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

## ARTICLE 5 – RESORPTION

Résorption :

- Transfert : 49535 kg d'azote organique.

#### ARTICLE 6 -

Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral du 15 février 2002, au nom de la S.C.E.A. STIMULFLORE

#### ARTICLE 7 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

#### ARTICLE 8 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### ARTICLE 9-

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de PORDIC pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PORDIC pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

**Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.**

#### ARTICLE 10 -

*« Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).*

Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« — *par les tiers*, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, *le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service* ;

« — *par les demandeurs ou exploitants*, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »



ARTICLE 11 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de PORDIC, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que, pour information, au(x) maire(s) de BINIC, ETABLES SUR MER, GOMMENEC'H, GOUDELIN, LANTIC, TREGOMEUR, PLOURHAN, TREMELOIR.*

SAINT-BRIEUC, le - 5 SEP. 2011

LE PREFET,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
Philippe de Gestas-Lespérour